



Liberté pour les journalistes turcs ! Le journalisme n'est pas un crime Gazetecilik suç degildir !

La Turquie reste à ce jour la plus grande prison au monde de journalistes avec plus de 160 confrères et collègues enfermés derrière les barreaux des geôles d'Erdogan, (cumulant à ce jour 108 708 jours de détention). Au total, 168 médias ont été interdits, fermés par oukase du dictateur qui, par ailleurs, multiplie les actes de censure sur Internet et les réseaux sociaux.

A l'occasion de la semaine de la lutte contre l'impunité - commémorée par l'ONU le 2 novembre - les syndicats de journalistes français avec leur Fédération internationale (FIJ, 600.000 adhérents dans le monde) appellent la profession, les ONG de défense des droits de l'Homme, les organisations syndicales et les citoyens à prendre une part active à la campagne [#endimpunity](#) 2017 en organisant à Paris le x un rassemblement solidaire avec les journalistes turcs et notamment avec ceux qui sont emprisonnés.

L'Etat d'urgence offre à Ankara toutes les possibilités d'agir impunément :

- *Des procès en série sont déclenchés contre les journalistes qui sont emprisonnés dans des conditions indignes.*
- *Certains d'entre eux vont être jugés un an après leur incarcération en détention provisoire.*
- *Les 18 salariés du quotidien d'opposition Cumhuriyet, vont être à nouveau déférés devant les tribunaux. Accusés de « terrorisme, ils encourent jusqu'à près d'un demi siècle de détention.*
- *Des centaines de journalistes ont dû fuir leur pays, tel l'ancien rédacteur en chef de Cumhuriyet, Can Dundar (son épouse, Dilek, est, elle, interdite de quitter le territoire, son passeport lui ayant été confisqué).*
- *Quelques 3 000 autres sont privés d'emploi du fait des mesures de fermetures des médias.*
- *Les cartes de presse sont retirées par centaine du seul fait du prince. Les syndicalistes sont menacés.*

Le gouvernement turc cherche à imposer le black-out, notamment sur la répression massive des populations kurdes dans le sud-est du pays en interdisant la zone aux journalistes étrangers.

Ceux qui passent outre sont arrêtés et détenus en contravention avec toutes les lois internationales. Ce fut le cas de photographes français comme dernièrement Loup Bureau, Mathias Depardon ou Olivier Bertrand. Grâce à la pression internationale de la FIJ et des ONG luttant pour la liberté d'expression ils ont pu être libérés.

D'autres, comme le journaliste germano-turc Deniz Yücel restent emprisonnés. Des confrères sont purement et simplement expulsés.

Le silence des gouvernements de l'UE - à de rares exceptions - face au démantèlement de pans entiers de la société démocratique turque est inadmissible. Ce silence est un encouragement aux exactions du régime qui s'enfoncé dans la dictature en foulant aux pieds les libertés fondamentales, la liberté d'expression et la liberté de la presse.

- Il est urgent que soit désormais déclarée imprescriptible toute atteinte à la liberté fondamentale des journalistes et que cesse ainsi la scandaleuse impunité dont jouissent les dictateurs.
- Il est urgent que les gouvernements de l'Union Européenne agissent avec fermeté pour que la Turquie respecte la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi les syndicats de journalistes français (membres de la FIJ/FEJ) lancent l'initiative d'un rassemblement à Paris à l'occasion de la campagne contre l'impunité qui démarre le 2 novembre. Ils apportent leur soutien aux syndicats turcs de journalistes.

ENSEMBLE EXIGEONS MAINTENANT :

LA LIBERATION DES JOURNALISTES EMPRISONNÉS

LA REOUVERTURE DES MEDIAS FERMES PAR LE POUVOIR TURC

TOUS ENSEMBLE
Rassemblement le 29 novembre à 12h30
devant la mairie du 11^e
(12 place Léon Blum)